



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 08/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE HAUGUEL SA
37 Rte de Saint-Laurent,
76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : 20221007_VI_DISTILLERIE HAUGUEL_defense incendie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Gournay en Caux 76700 GONFREVILLE L ORCHER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Gournay en Caux 76700 GONFREVILLE L ORCHER
- Code AIOT : 0005800600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Distillerie Hauguel est un spécialiste des solvants – stockage, distillerie, mélanges. Le site de Gonfreville-l'Orcher appartient à un groupe familial indépendant, qui compte 5 sites (Lille, Reims, Saint Ouen l'Aumône, Montargis). Le groupe vise un développement pérenne serein, et la satisfaction client en premier chef.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Non Autonomie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.2	Sans objet	/
3	Moyens en eau et en émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet	/
3	Stockages couverts de liquides inflammables en récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.1	Sans objet	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La Distillerie Hauguel dispose d'une stratégie de défense incendie détaillée pour chacun de ses stockages actuels de liquides inflammables, qu'ils soient en réservoirs aériens ou en récipients mobiles. Le SDIS 76 valide cette stratégie reposant notamment sur des moyens fixes disponibles sur site pour les feux de rétentions, et valide les moyens matériels et humains du SDIS qui sont sollicités en cas de feux de bacs et feux de récipients mobiles notamment lors de la fermeture du site.

Cette inspection a permis de valider avec le SDIS 76 que le site peut fonctionner sous le régime de la non-autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, c'est-à-dire qu'il peut disposer d'une stratégie de lutte contre l'incendie de ses stockages de liquides inflammables faisant appel aux moyens du SDIS 76. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé au préfet pour acter ce régime.

L'exploitant a également le projet de construire un nouveau bâtiment contenant 3 cellules. L'une de ces cellules contiendra des récipients mobiles de liquides inflammables, et devra répondre aux dispositions applicables aux stockages couverts de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 (relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation). Les autres stockages en récipients mobiles de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles en extérieur comme en bâtiment(s) devront également répondre aux dispositions de cet arrêté ministériel. Un bilan de conformité par rapport à cet arrêté ministériel du 24 septembre 2020 permettant d'identifier les prescriptions applicables à tous les stockages de liquides inflammables du site est à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Non Autonomie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 43.2.2</p> <p>Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ; - est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ; - implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.
<p>Constats : En application de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, la société Distillerie HAUGUEL a adressé au préfet par courrier du 8 juin 2016, une demande de non-autonomie. Elle a sollicité un recours permanent aux moyens matériels et humains du SDIS dans le cadre de sa stratégie de défense incendie.</p> <p>Les moyens sollicités par l'entreprise auprès du SDIS ont été estimés à partir d'un plan de défense incendie élaboré par l'exploitant en date du 8 juin 2016 et communiqué à l'inspection des installations classées et au SDIS le 20/06/2016 puis complété par courrier du 23/11/2020.</p> <p>Par courrier du 6 février 2017, le SDIS 76 a émis un avis favorable à la demande de non autonomie de la Distillerie Hauguel, sous réserve d'une inspection et d'une validation par le SDIS du positionnement et du conditionnement des moyens de secours.</p> <p>Des inspections ont été réalisées sur le site en présence de l'inspection des installations classées et du SDIS 76, en novembre 2017, décembre 2018 puis octobre 2022, afin de peaufiner la stratégie de défense incendie des stockages de liquides inflammables. Lors de cette dernière inspection, le SDIS a émis un avis favorable à la demande de non autonomie déposée par l'exploitant, les moyens sollicités étant compatibles avec le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) et notamment le règlement opérationnel départemental (RO).</p> <p>Le SDIS 76 a précisé sa position par écrit suite à l'inspection du 7 octobre 2022, dans un courriel du 7 octobre 2022 justement :</p> <p>"Compte tenu des dispositions prises par l'exploitant, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> * présence d'un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble des stockages extérieurs, * présence d'une pomperie incendie alimentée par un bassin incendie de 240 m³ réalimenté par un cours d'eau et associée à une réserve d'émulseur de 1 000 litres, * protection des cuvettes de rétention des bacs de stockage assurée par des déversoirs à mousse à déclenchement automatique, * protection des bacs de la cuvette 5 en cas de feu de cuvette de la zone 4 par une lance queue de paon à déclenchement automatique, * protection des bacs de la cuvette 4 en cas de feu de cuvette de la zone 5 par une lance queue de paon à déclenchement automatique, * formation du personnel à la lutte contre l'incendie (ESI), * mise à disposition des sapeurs-pompiers de plusieurs IBC d'émulseur à concentration de 6% répartis sur le site, permettant à ces derniers de réaliser l'extinction d'un feu de bac au moyen d'une lance à mousse 200 l/min, * réalisation d'une fiche d'intervention rapide en entreprise (FIRE) de grande qualité, * mise en place d'une salle de crise dans un algéco, avec outils de gestion de crise adaptés, <p>le SDIS de la Seine-Maritime valide la demande de non autonomie déposée par la distillerie HAUGUEL - site de Gonfreville-L'Orcher. Il conviendra d'inviter l'exploitant à réaliser chaque année une visite ou un exercice avec les sapeurs-pompiers afin d'entretenir leurs connaissances du site."</p> <p>Position de l'inspection :</p> <p>Le site dispose d'une stratégie de défense incendie détaillée pour chacun de ses stockages actuels de liquides inflammables, qu'ils soient en réservoirs aériens ou en récipients mobiles, répondant</p>

<p>aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.</p> <p>Le SDIS 76 valide cette stratégie reposant notamment sur des moyens fixes pour les feux de rétentions, et valide les moyens matériels et humains qui lui sont sollicités en cas de feux de bacs et feux de récipients mobiles notamment lors de la fermeture du site.</p> <p>Le site peut fonctionner sous le régime de la non-autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé au préfet pour acter ce régime.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens en eau et en émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 43-3-1</p> <p>L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaire à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.</p> <p>L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.</p>
<p>Constats : L'inspection a vu la pomperie incendie alimentée par un bassin incendie de 240 m³. Ce bassin est alimenté par un cours d'eau.</p> <p>Demande de l'inspection : En application de l'article 43-7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, pour le 1er janvier 2026, l'exploitant doit étudier les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures. Il devra ainsi réfléchir aux modalités d'approvisionnement en eau si le bassin est vide et la rivière en période d'étiage.</p> <p>L'arrêté préfectoral encadrant les activités du site demande à ce que l'industriel ait une réserve de 6 000 l d'émulseur à un taux de concentration de 6 %, ce qui est valable au regard du dossier de demande de non autonomie déposé par la Distillerie Hauguel en juin 2016.</p> <p>Une réserve de 1000 litres d'émulseur de taux de concentration 6 % était à proximité de la pomperie le jour de l'inspection. L'inspection et le SDIS n'ont pas vérifié lors de cette inspection la présence de toutes les quantités d'émulseur sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockages couverts de liquides inflammables en récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article I.1 - Champ d'application</p> <p>I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables »;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p> <p>IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.</p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p> <p>Constats : Le site de la Distillerie Hauguel étant soumis à autorisation sous la rubrique ICPE 4331, l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 s'applique à l'ensemble des stockages du site en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3, ainsi qu'aux stockages en récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles situés à proximité de liquides inflammables.</p> <p>Aujourd'hui des récipients mobiles de liquides inflammables, et de liquides et solides liquéfiables combustibles, sont stockés à différents endroits du site, notamment dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le bâtiment A - stockages de produits conditionnés sur palettes métalliques - petits volumes de 250 mL à 30 L de solvants et alcools éthyliques * le parc extérieur de stockage de fûts et conteneurs - 80 m³ maximum de produits pétroliers, solvants, alcools et déchets * éventuellement dans le bâtiment B - produits de type droguerie en toutes petites quantités

L'exploitant a le projet de mettre tous ces récipients mobiles de liquides inflammables et combustibles dans un même bâtiment destiné au conditionnement de solvants, à horizon 2023. Il a déposé un projet à connaissance en janvier 2022 visant l'extension d'un bâtiment de 700 m² destiné à recevoir toute la chaîne de production, du stockage des emballages vides au stockage des produits finis.

Ce bâtiment constitué de 3 cellules séparées par des murs coupe feu 2 heures dépassant de 1 m en toiture, aura une cellule dédiée au stockage de 80 m³ de solvants conditionnés (dans des fûts plastique pouvant aller d'une contenance de 1L à 1 000 litres pour le domaine de la pharmacie).

Les quantités maximales de liquides inflammables stockées ne seraient pas modifiées par rapport aux données de l'arrêté préfectoral.

Demande de l'inspection : ce bâtiment, qui contiendra des récipients mobiles de liquides inflammables, devra répondre aux dispositions applicables aux stockages couverts de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susmentionné. Les autres stockages en récipients mobiles de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles en extérieur comme en bâtiment(s) devront également répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susmentionné. Un bilan de conformité permettant d'identifier les prescriptions applicables à tous les stockages de liquides inflammables du site est à réaliser.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur ces points.

Entre autres sujets évoqués pendant l'inspection sur site, l'utilisation de contenants fusibles pour stocker des liquides inflammables va évoluer pour tirer toute l'expérience de l'incendie survenu en septembre 2019 à Rouen :

- * le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) sera interdit en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 30L à compter du 1er janvier 2023

- * le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) sera interdit en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 30L en bâtiment à compter du 1er janvier 2026

- * le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) sera interdit en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 230L en bâtiment à compter du 1er janvier 2026

L'article III.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 évoque la possibilité de déroger à ces prescriptions si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Une démarche pour faire valider un tel protocole est portée par les professionnels. Toutefois à ce jour, il n'existe pas de dispositif qui soit en mesure de passer avec succès le protocole dans sa version projet. Aussi, dans tous les cas, il semble qu'aucun dispositif ne sera disponible pour le 1er janvier 2026.

Observations : L'article III.13.II et l'annexe V point III de cet arrêté ministériel précise que les cellules de liquides inflammables d'une surface inférieure ou égale à 500 m², qui doivent être séparées des autres parties par un dispositif REI120, doivent être associées à un dispositif de rétention de volume adapté, rendu disponible "par une ou des rétentions locales ou déportées".

L'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 impose un système d'extinction automatique incendie dans toute cellule contenant plus de 2 m³ de liquides inflammables. L'annexe V point III de l'arrêté l'impose pour le 1er janvier 2026 dans toute cellule de liquides inflammables de surface inférieure à 500 m² au sein d'installations existantes ; l'article VI.5 l'impose à tout stockage couvert de liquides inflammables considéré comme installation nouvelle.

La nouvelle cellule de liquides inflammables devra donc être équipée d'une extinction automatique incendie. Sinon, le bâtiment A notamment et tout autre stockage couvert du site dans lequel seront présents plus de 2 m³ de liquides inflammables, devront être équipés pour le 1er janvier 2026 d'une extinction automatique incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet